



évaluations fournies par l'industrie chimique. La France se doit d'être exemplaire en termes d'indépendance de l'expertise, comme l'a précisé le Président lors de son discours du 10 octobre à Rungis dans le cadre des Etats généraux de l'alimentation.

3. Des raisons environnementales et agronomiques : Le glyphosate et son produit de dégradation l'AMPA sont les premiers polluants des eaux de surface. Le glyphosate est considéré comme toxique pour les organismes aquatiques. Par ailleurs, le glyphosate modifie la chimie des sols et réduit l'absorption des éléments nutritifs du sol.
4. Les alternatives au glyphosate existent déjà : Les agriculteurs biologiques ou beaucoup de ceux qui ont choisi une agriculture à bas niveau d'intrants, n'utilisent pas d'herbicides de synthèse et donc de glyphosate. Ils ont recours à des techniques mécaniques ou agronomiques qui sont d'ailleurs déjà mises à l'œuvre par des agriculteurs dits conventionnels. Il faudra bien sûr accompagner et conseiller ceux qui devront apprendre à se passer de glyphosate. Les Etats généraux de l'alimentation sont une opportunité pour décider de cet accompagnement et le programmer.
5. Des millions de citoyen.ne.s européen.ne.s comptent sur la France : Plus d'un million trois cent mille signataires dans toute l'Union européenne se sont mobilisés en l'espace de quelques mois (entre février et juillet 2017) autour d'une Initiative Citoyenne Européenne (ICE) pour réclamer l'interdiction du glyphosate. Cet engouement montre à quel point les citoyens européens souhaitent aujourd'hui protéger leur santé et leur environnement des dangers des pesticides en général et de cet herbicide en particulier.

Ce sont toutes ces raisons majeures que les 34 organisations signataires de ce courrier ont voulu rappeler au président de la République avant le vote crucial prévu d'ici la fin de l'année. Le choix qui s'offre à la France et aux autres Etats membres marquera durablement l'avenir des générations futures. La société civile invite le Président à ne pas manquer ce rendez-vous.

Organisations signataires : ActionAid France, Agir pour l'Environnement, Attac, CIVAM (Campagnes vivantes), Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest, Confédération paysanne, Eaux et rivières de Bretagne, FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'Elèves), FNAB (Fédération Nationale d'Agriculture Biologique des régions de France), Fondation pour la Nature et l'Homme, foodwatch, France Nature Environnement, Générations Futures, Greenpeace France, Intelligence Verte, La Ligue contre le cancer, Les Amis de la Terre, LPO (Ligue pour la Protection des Oiseaux), MIRAMAP (Mouvement interrégional des AMAP), Mouvement de l'Agriculture Bio-Dynamique, Nature et Progrès, OGM dangers, Phyto-victimes, Plate-Forme pour le Commerce Equitable, Réseau Environnement Santé, Resolis, Terre & Humanisme, Sud, SumOfUs, UNCP/E (Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement), Union Syndicale Solidaires, WECF France, Wemove.eu, WWF France.

Source

Initiative citoyenne européenne pour dire stop au glyphosate : <https://stopglyphosate.org/fr/>

CAPEN 71

Confédération des Associations
pour la protection de l'Environnement
et de la Nature en Saône et Loire

Thierry GROSJEAN Président
7, rue de la Reppe - 71370 OUROUX S/Saône
contact@capen71.org
Site : www.capen71.org - Tél. 09 71 38 89 64

